

*Initiatives ministérielles*

informer de toutes les options possibles et venir en discuter avec nous avant de prendre quelque décision que ce soit. Le gouvernement risque de s'emballer, comme on dit. En nous demandant de lui accorder carte blanche, il souhaite que nous fassions simplement confiance à son jugement avant même d'avoir pu prendre connaissance des problèmes. Nous, de ce côté-ci de la Chambre, ne voulons absolument pas faire cela. Il importe en outre de placer toute cette affaire dans le contexte des Nations Unies elles-mêmes.

Bernard Wood, de l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales, a écrit un excellent article à ce sujet. Il y fait valoir que la principale préoccupation que suscite le rôle prédominant des États-Unis dans le Golfe est liée au problème fondamental que soulèvent la nature même des buts visés et des moyens utilisés dans toute cette opération et la question de savoir qui va en décider. Encore une fois, il importe de signaler qu'il n'existe pas de réponse simple. Nous sommes hors des sentiers battus lorsque nous tentons de coordonner une riposte efficace et légitime à une attaque menée par la communauté internationale tout entière. Il fait observer que nous ne sommes pas si démunis, qu'il existe une procédure aux Nations Unies. Il y a donc la crise internationale, et ce n'est que dans les confins des instituts de recherche prévisionnelle politique qu'on l'a vue venir. Les événements se sont précipités, et le seul organisme qui a de l'expérience dans le domaine des crises internationales est l'Organisation des Nations Unies. C'est pourquoi je joins ma voix à celle des gens qui soutiennent qu'en renforçant les Nations Unies, on devrait être en mesure d'établir une tradition de coopération.

Il y a un autre point digne de mention, selon moi. C'est que, lorsque nous étions en conflit avec les Soviétiques, et tous les pays occidentaux l'étaient d'une façon ou d'une autre, nous avions une cause, une idéologie à défendre. Nous savions qu'ils étaient communistes et que nous étions contre les communistes. Conservateurs, libéraux ou socialistes avaient alors ce point en commun. Nous avons donc lutté contre le communisme. Mais, lorsque l'idéologie à combattre s'effondre, comme cela se produit actuellement, que les pays d'Europe concluent de nouvelles alliances, que le tiers monde adopte une attitude différente, que l'objet des débats en Amérique du Nord change, on ne peut plus s'accrocher aux vieux

clichés. Quand les «méchants communistes» deviennent nos amis, que faut-il voir dans un champ de bataille où s'affrontent communistes et Américains? Il faut se demander à quoi rime le monde.

Il y a une bataille de relations publiques. Il est très intéressant de regarder les leaders nationaux exposer, chacun dans leur langue, leur position sur la chaîne américaine CNN, que syntonisent les hôtels partout en Europe, au Moyen-Orient et en Asie, comme en Amérique du Nord. On peut voir le président de l'Irak présenter son point de vue, le roi de Jordanie expliquer ce qu'il faudrait faire selon lui, et les dirigeants du Congrès américain mettre chacun leur mot. Il y a donc un conflit de relations publiques. Comme les Américains sont habiles à ce jeu, ils ont l'initiative, à bien des égards.

À défaut d'idéologie ou d'étude approfondie de la situation, nous nous laissons prendre aux beaux discours, surtout au Canada où l'effet d'entraînement est tellement fort et où nous nous disons que nos grands amis doivent savoir quelle est la direction à prendre. Mais ceux que lie une étroite amitié doivent travailler en étroite collaboration et ils ont parfois besoin à cette fin d'un organisme qui serve de lieu d'arbitrage et de discussions un peu plus souples et détendues.

Je reconnais, comme d'autres députés, que la situation ne s'améliore pas et que tout ce que nous dirons ce soir pourrait être dépassé par les événements de demain, que nous pourrions être plongés dans une crise du jour au lendemain, qui sait. Espérons que non, mais nous ne le savons vraiment pas. À mesure que l'alliance, par l'entremise des Nations Unies, met ses forces en place, les navires ravitailleurs rejoignent les troupes transportées par avion, les dépôts de carburant sont organisés, et tous attendent dans le désert l'étape suivante. Il faut s'arrêter à penser à ceux qui attendent des jours et des jours.

Les jours passent, les élections américaines ont lieu, Noël approche, quand tout à coup on se demande combien de temps on restera sur les lieux, si ce sera pendant des mois ou pendant quelques heures, ou si on bat en retraite. Qui prendra la décision? Qui va décider que cela a assez duré? Quand saurons-nous vraiment que les réserves de grain sont épuisées en Irak? Quand saurons-nous que la volonté du chef de l'Irak est brisée et comment la brisera-t-on? Qui prendra la responsabilité?